

LE CONTINENTALISME: L'IDEE POUR CONSTRUIRE LA GRANDE EUROPE, DE LISBONNE A VLADIVOSTOK!¹

OLIVIER VEDRINE

Recteur de l'Université Continentale (Kiev)

Conférencier de la Commission Européenne (TEAM-EUROPE France)

Rédacteur en chef de l'édition russe de la Revue Défense Nationale www.defnat.com

Editeur de la revue européenne EUFAJ (www.eufaj.eu)

Parmi toutes les interrogations que suscite actuellement l'Union Européenne, il y en a une à laquelle nous devons répondre en priorité, car d'elle découlera la réponse à beaucoup d'autres: nous devons nous demander si nous désirons que l'Europe et cela dans son intégralité devienne véritablement une puissance. L'histoire de la construction de l'Union européenne a commencé il y a plus de 50 ans. Actuellement, nous traversons une crise qui souligne qu'on ne peut avoir une monnaie unique sans un Etat fort. Certains veulent moins d'Europe, et souhaitent même quitter l'Union européenne, d'autres veulent plus d'Europe.

Nous avons achevé la construction de l'Europe économique avec l'Union monétaire, mais l'Europe politique reste à réaliser. Les Pères Fondateurs avaient imaginé un développement plus rapide, mais la véritable question demeure : pourquoi cette peur et cette tiédeur vis-à-vis de l'Union politique? L'abstention, traditionnellement importante lors des élections européennes, traduit davantage le manque de politisation du débat européen qu'un réel désintérêt des populations, qui semblent au contraire chercher un sens à cette construction. Le manque de débats sur un projet européen actuel n'est-il pas la clef de notre impuissance? La puissance de l'Europe ne passe-t-elle pas par le rapprochement de l'Union européenne et de la Russie ? Devons-nous aller vers la construction politique, économique et culturelle d'un espace européen continental?

Soyons pragmatiques, si nous voulons éviter un face-face UE-Russie et donc une nouvelle fois de couper l'Europe en deux, ce qui causerait notre affaiblissement sur la scène

¹ O presente texto teve por base uma comunicação proferida pelo seu autor em 24 de Abril de 2013, integrada no 1.º Ciclo de debates de Direito Público, na ULP, assim como um artigo publicado na *Revue de Défense Nationale*, em Outubro de 2011.

géopolitique mondiale pour la plus grande joie de nos concurrents, il nous faut définir un espace commun de travail. C'est vers la construction d'un partenariat stratégique du type du projet des quatre «espaces communs » qu'il nous faut donc tous ensemble travailler. Lors du Sommet de Saint-Pétersbourg, en mai 2003, la Russie et l'UE ont adopté une déclaration conjointe sur la création et la mise en place de ces quatre espaces communs : un espace économique, un espace de liberté, de sécurité et de justice, un espace commun de sécurité extérieure, un espace de recherche. Les feuilles de route des quatre espaces ont été adoptées lors du Sommet de Moscou le 10 mai 2005 avec l'implication personnelle du Président Poutine. Un espace européen reprendrait cette vision du Général de Gaulle de l'Atlantique à l'Oural et qui passerait par un axe Paris-Berlin-Moscou.

Cette crise peut être une chance pour l'Europe toute entière. En effet, si celle-ci fait face, par une cohésion affichée de ses États, elle trouvera auprès de ses citoyens un écho favorable. Elle entamera ainsi une nouvelle période de son histoire, où unie et solidaire, forte d'un grand espace de démocratie, d'une économie renouvelée, elle pourra faire face aux défis et crises futurs et apporter à un monde multipolaire sa voix et ses propositions. Il nous faut revenir au point de départ de la belle aventure européenne ce rêve d'unir des peuples qui s'étaient fait pendant si longtemps la guerre.

Depuis 1990 et l'éclatement de l'URSS, la Russie doit faire face à deux défis majeurs: le passage de l'économie fermée soviétique à une économie ouverte capitaliste et libérale, et celui de l'économie administrée à l'économie de marché. Membre du G8, le club des pays les plus industrialisés, l'économie russe est la 8^e du monde. La Russie a affiché, avant la crise financière de 2008, une croissance de son PIB, avec près de 6,8 % par an en moyenne entre 1999 et 2004 (après une crise financière en 1998). Le taux de croissance de l'économie russe est négatif pour l'année 2009 (-7,9 %), il redevient positif pour l'année 2010 avec une estimation à + 4,4% (sources : EIU, IIF, FMI, Services économiques d'EDC).

L'URSS a été une puissance mondiale, l'un des grands vainqueurs de la Seconde Guerre Mondiale qui à partir de 1945 se partagea le monde avec les USA. La bataille de Stalingrad (janvier 1943) a été l'un des grands tournants de la guerre et a amené l'armée soviétique jusqu'à Berlin. Ce fut ensuite une Europe divisée en deux et coupée par ce que l'on appellera le rideau de fer jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989. Le 21 décembre 1991 le PCUS est dissous par Mikhaïl Gorbatchev et l'URSS s'effondre. Principale héritière de l'URSS, la Russie occupe sa place dans les institutions internationales, dont le siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Une union politique et économique, la CEI, est créée en 1991 pour tenter de maintenir les liens entre les pays de l'ex-URSS.

L'arrivée au pouvoir en 2000 de Poutine marquera pour la Russie un retour sur la scène politique mondiale, après la période Eltsine marquée par l'effondrement du pays et de l'Etat.

La véritable émergence d'une Europe forte ne pourra se faire que dans la construction de relations étroites entre l'UE et la Russie, cette démarche est amorcée par la construction des « espaces communs ». Démarche, qu'il est urgent d'accélérer !

Dans les années 1990, l'Occident est parvenu à blesser les sentiments de la Russie en la sous estimant. Avec l'arrivée de Poutine en 2000 une méfiance s'est développée de la Russie vers l'UE, provoquée en grande partie, par les « révolutions de couleurs » qui empiétaient sur la sphère d'influence héritée de l'URSS. Avant celles-ci, le Kremlin cherchait un arrangement avec l'UE pour faire contrepoids à l'influence américaine en Europe et l'affaire du bouclier anti-missile a continué à faire ressortir la perte humiliante du glacis protecteur que constituait le Pacte de Varsovie. Puis ce fut l'affaire de la Géorgie et de l'Ossétie et pour Moscou une limite était alors franchie. La riposte a été rapide, exemplaire et sans équivoque. La Russie est sortie de cette crise avec un repositionnement dans le Caucase et la réaffirmation de son rôle prépondérant dans cette région.

La crise économique actuelle nous impose une nouvelle définition même du capitalisme, ce n'est pas la fin de ce système dont il nous faut parler, mais bien plus de sa refondation. Depuis le Traité de Maastricht, l'UE a opté pour un système « d'économie sociale de marché ». Cette nouvelle organisation de l'économie de marché peut aussi être un domaine de coopération dans un rapprochement UE-Russie dans le cadre de "l'espace économique". Depuis les années 1980, la finance a pris les commandes de l'économie et en a virtualisé le fonctionnement (cf : les marchés des dérivés). Mais l'économie véritable n'est pas du virtuel, c'est du réel, c'est la valeur du travail. Je produis et je vends un bien qui existe : c'est le seul sens moral de l'économie de marché.

Ce n'est pas le financier qui doit tout seul faire marcher le système, par principe ce n'est pas sa vocation ; c'est sur l'activité de l'entrepreneur que tout repose. Les banques doivent revenir à leurs objectifs fondateurs : être au service de l'entreprise ! C'est là, l'unique moralisation de l'économie que nous pouvons attendre. Pas de promesses faciles, ce n'est pas l'économie de marché qui gommara les inégalités sociales ou changera le système de santé, cela n'est pas son rôle et ne le sera jamais, cette fonction appartient à l'État et aux choix du Politique.

Mais cela ne signifie pas qu'il ne nous faille pas réfléchir à des adaptations du système aux enjeux futurs et au monde moderne. La nécessité du retour de l'État comme régulateur

sous des formes qu'il nous reste à définir m'apparaît nécessaire pour contrôler les excès de l'économie de marché en définissant des limites juridiques aux secteurs privés à ne pas dépasser, retour de l'Etat qui permet aussi de lutter contre la corruption tant au niveau de la société en général que de l'économie. L'État doit aussi, comme l'avait fait le Général de Gaulle lancer de grands programmes stratégiques pour l'avenir et mettre aussi en place des programmes d'aides et d'assistance aux entreprises et en priorités aux PME comme dans l'exemple des programmes de l'Union européenne. Ces programmes ne peuvent être que lancer par l'État car souvent ils ne sont pas créateurs de richesse immédiatement donc ils n'intéressent pas dans une première période les investissements privés. Enfin l'Etat doit aussi veiller à établir un code juridique pour les entreprises dans les domaines de la concurrence, de la distribution et des situations de monopoles, des taxes, c'est dans ce cadre que travaille à la Commission européenne le commissaire européen à la concurrence. Tout cela dans une économie de bureaucratie qui est toujours coûteuse en argent, en hommes et en temps. Les quatre "espaces communs" européens peuvent pour le bénéfice de chacun d'entre nous faire face aux enjeux. Cette coopération UE-Russie peut être une chance pour l'Europe continentale d'apparaître, si elle réussit par ses décisions à lutter pour la protection de nos sociétés, comme un nouvel acteur important pour ses citoyens tout d'abord et ensuite pour le reste du monde.

Après le nécessaire retour de l'État dans l'économie et donc du pouvoir Politique, il nous faut maintenant analyser quelles sont les possibilités structurelles de nos économies pour mieux apprécier les changements. Celles-ci commencent par la nécessité d'accentuer les investissements dans les secteurs de la recherche et aux profits des chercheurs. Là, sont nos futurs bénéfiques et donc nos futurs emplois. Ce qui va nous obliger aussi à investir dans les nouvelles technologies. C'est dans "l'espace commun" concernant la recherche qu'il nous faudra donc aussi travailler. Un «espace commun» de recherche actif nous permettra d'investir dans les nouvelles technologies, par exemple les efforts dans le domaine des énergies renouvelables sont aussi créateurs de richesses et d'emplois. Les problèmes d'environnement nous demandent déjà des changements de modes de vie qui nous amèneront dans un futur proche à créer aussi des entreprises pour répondre aux besoins en matériaux nouveaux, en nouvelles énergies, pour de nouvelles façons de consommer. L'adhésion de la Russie à l'OMC (World Trade Organisation) sera un élément très positif pour aborder les futurs enjeux économiques dans les nouvelles technologies notamment.

Un autre point doit être abordé pour s'adapter à la nouvelle donne : le rôle des nouveaux acteurs comme forces de propositions, complémentaires des fonctions de l'État. Ils

vont devoir gérer une crise majeure dont le pire reste devant nous. La crise économique et financière actuelle pourrait nous entraîner vers une « récession » mondiale, dont nous ne pourrions sortir que par le haut, c'est à dire si et seulement si nous reconsidérons et intégrons le rôle de nouveaux acteurs comme forces de propositions, complémentaires des fonctions de l'Etat. La Démocratie dans sa dimension de Gouvernance est en pleine mutation. Cela peut constituer pour nos sociétés un formidable renouveau démocratique porteur de changements. Les révolutions arabes sont dans cette mouvance internationale du décloisonnement culturel des sociétés de notre planète par le développement des moyens d'informations.

Une nouvelle gouvernance doit être trouvée au niveau des pays, au niveau de l'Europe et au niveau du Monde. L'objectif de la gouvernance est de se rapprocher de l'optimum politique et de garantir par là un exercice efficient et efficace de gouvernement. C'est se résoudre à une approche globale dans l'exercice du pouvoir qui passe par davantage de dialogue, la recherche du consensus et la prise en compte d'intérêts multiples. Cette approche intégrée apparaît donc, en période de crise, d'une grande actualité et utilité. C'est là une chance pour voir apparaître une implication directe et pérenne des citoyens dans la vie de la cité et /ou de la région. Les populations se sentiront de fait partie prenante de l'ensemble des processus qui débouchent sur les prises de décisions politiques ce qui peut, en période de crise, désamorcer bien des conflits sociaux. C'est là un chantier extraordinaire pour une mise en place renforcée de la démocratie, laquelle pourrait représenter, une fois le travail achevé un moteur d'équité et de développement économique. La modernisation économique doit s'accompagner d'une modernisation politique, c'est la grande leçon qu'il va nous falloir retenir si l'on veut résoudre cette transition historique de nos sociétés post-industrielles. En effet, par des instruments comme Internet et sa conséquence qui est une mondialisation de l'information, la Démocratie dans sa dimension de Gouvernance est en pleine mutation. Les citoyens ou les groupes de citoyens par les associations notamment mais aussi les ONG, les Fondations vont participer à la résolution de cette crise mondiale. Cela peut être pour nos sociétés un formidable renouveau démocratique et les débats qui s'en suivront seront porteurs de changements dans la gouvernance même des états.

Être citoyen de l'Europe continentale, ce sera se référer aux 3DS : Démocratie, Dialogue, Droits de l'Homme et Solidarité, valeurs qui constituent un des moteurs de la puissance la Grande Europe. Enfin, ce qui fait aussi une grande puissance, c'est une société : c'est l'envie d'adhérer à un modèle. On parle de l'American way of life : à notre tour de promouvoir l' *European way of life*, en essayant de trouver dans nos cultures, chez nos philosophes ou dans ce qui nous définit, les idées pour créer un nouveau modèle de société.

Bâtir un rêve européen est essentiel, car nous ne pouvons créer par exemple une défense si nous n'avons pas au départ une envie de vivre ensemble avec les mêmes projets. Ce modèle est à construire et il y a là encore un déficit de débat sur l'ensemble du continent européen. Qu'est ce qui a permis à la révolution française de réussir ? C'est le grand souffle, l'élan donné au monde par ses idées : «Liberté, Égalité, Fraternité». Les hommes, du statut de sujets se retrouvèrent citoyens et donc maîtres de leur destin individuel et collectif. Les victoires militaires qui sauvèrent la jeune république furent certes le résultat de ses armées, mais surtout celui de ses valeurs dont chaque soldat était une épée. La construction d'un « modèle social, économique et politique européen continental » constituera une alternative crédible aux autres modèles de sociétés proposés. Une école politique continentale pour construire la Grande Europe est le point de départ de la grande aventure politique européenne du XXIème siècle !